



Observatoire
de la sécurité des flux
et des matières énergétiques

LES ENJEUX ÉNERGÉTIQUES EN AFRIQUE DU NORD

Algérie, Libye, Égypte



COMPTE-RENDU DU SÉMINAIRE DE RESTITUTION #8 – Juillet 2021



BILAN DE LA PARTICIPATION

Un évènement avec l'une des plus fortes participations IRIS du mois de juillet 2021

387
inscrits

165
participants

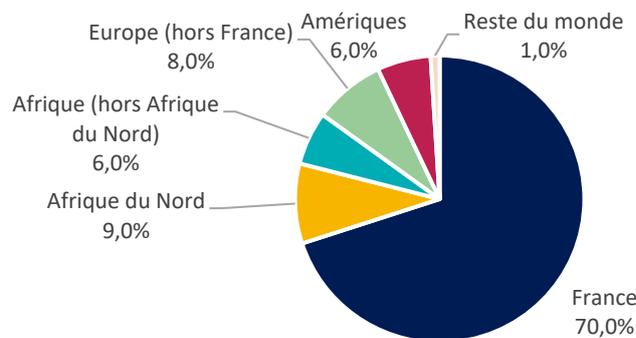
42 %
de taux de
participation

Note : les inscrits regroupent les personnes qui se sont inscrites à l'évènement et les participants sont les personnes qui étaient effectivement présentes à l'évènement le jour J

Source : IRIS

Un évènement suivi à l'étranger : 30 % d'audience internationale

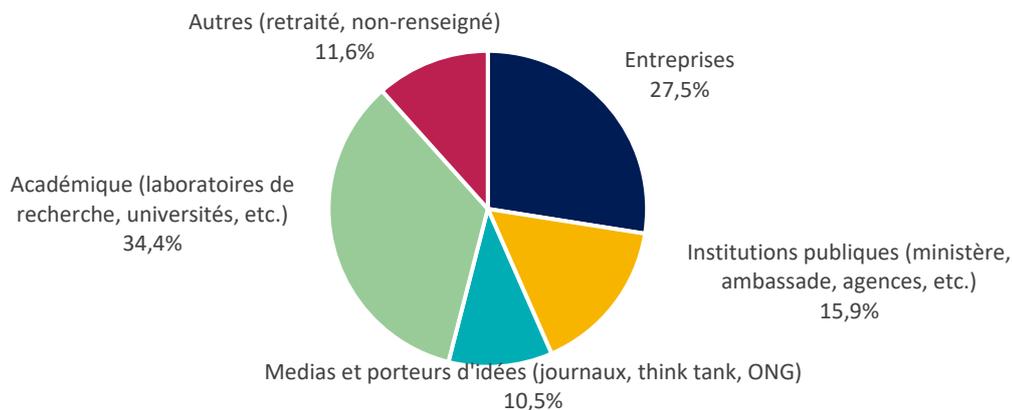
Unité : part en % des participants à l'évènement du 7 juillet 2021



Source : IRIS

Des inscrits aux profils variés

Unité : part en % des participants à l'évènement du 7 juillet 2021



Entreprises

- Engie
- EDF
- Ernst & Young
- Repsol
- Socomec
- Solar Energy Cluster
- Thales
- TotalEnergies

Institutions publiques françaises

- AFD
- Assemblée nationale
- DGTrésor
- MEAE
- Ministère des armées

Institutions publiques internationales

- Ambassade d'Algérie
- Ambassade de Finlande
- Chambre de commerce franco-arabe
- DG des impôts du Mali
- Union pour la Méditerranée

Media & porteurs d'idées

- AFP
- Jeune Afrique
- Oxford Institute for Energy Studies
- The Shift Project

Académique

- CNRS, Economix
- Sciences Po, EMLyon, IRIS Sup, IFG

Source : IRIS

COMPTE-RENDU DU SÉMINAIRE

INTRODUCTION

Quels sont les points communs entre l'Algérie, la Libye, et l'Égypte en matière de géopolitique de l'énergie ?

Malgré des disparités nationales très fortes, en raison notamment des différents contextes historiques, l'Algérie, la Libye et l'Égypte ont en commun une certaine **instabilité politique**. L'autoritarisme du régime au pouvoir, et l'absence d'alternance politique par voie démocratique, a fait naître dans ces trois pays une contestation populaire très forte qui a été jusqu'à provoquer l'effondrement institutionnel du pays dans le cas de la Libye.

Ces trois pays d'Afrique du Nord sont régulièrement tiraillés entre une **tradition souverainiste** de nationalisation des ressources énergétiques et des moments d'ouverture ou de **libéralisation** des marchés pétro-gaziers, permettant aux investisseurs étrangers de s'implanter.

Ces trois pays sont trois **fournisseurs de l'Union Européenne** en pétrole et surtout en gaz, avec des flux d'exportations particulièrement importants en direction de l'Italie et l'Espagne. Le marché européen est un **marché fondamental** pour ces trois pays, et surtout pour l'Algérie et la Libye : le Vieux Continent absorbe l'essentiel de leurs exportations.

Aussi bien l'Algérie et la Libye que l'Égypte disposent d'importantes ressources de pétrole et de gaz. Mais ce potentiel requiert d'importants investissements pour pouvoir être exploité. Des financements urgents sont ainsi nécessaires pour construire ou reconstruire les infrastructures de transport.

Ce sont enfin trois pays qui, compte tenu de leur **croissance démographique**, doivent faire face à des besoins énergétiques qui augmentent de façon rapide. La **croissance de la demande intérieure** en pétrole et en gaz en Afrique du Nord est en ce sens une menace pour les capacités d'exportation de l'Algérie et de l'Égypte. Ces trois pays sont particulièrement **dépendants financièrement** de leur rente énergétique et des **investissements d'acteurs industriels européens**, comme ENI ou TotalEnergies, dans leurs secteurs pétro-gaziers. S'ils restent des **exportateurs de pétrole**, l'Algérie, la Libye comme l'Égypte sont désormais des **importateurs de produits pétroliers**, en raison de leurs capacités de raffinage insuffisantes (infrastructures vieillissantes, etc.).

Quelles sont les différences fondamentales entre ces trois pays en termes de géopolitique de l'énergie ?

Les **situations géopolitiques** de l'Algérie, de la Libye et de l'Égypte ne sont pas les mêmes de façon générale sur la scène internationale. La Libye semble rentrer dans une période de transition politique après une **guerre civile** qui a duré plus de dix ans, tandis qu'on assiste depuis 2013 en Égypte à une **reprise en main autoritaire** du pouvoir et à une **paralysie politique** en Algérie, particulièrement visible depuis 2019 et le mouvement de manifestation du Hirak.

Il y a aussi des différences fondamentales entre ces trois pays sur le plan institutionnel. En effet, contrairement à l'Égypte et à l'Algérie qui disposent d'une **administration fonctionnelle**, la Libye est un Etat où **tout est à reconstruire**, y compris au niveau politique.

Enfin, ces pays ont eu et ont encore des trajectoires différentes en termes de production de pétrole et de gaz. Si l'Algérie et la Libye sont des **producteurs relativement anciens** dont la production tend aujourd'hui à décliner, l'Égypte, au moins d'un point de vue gazier, connaît aujourd'hui un **renouveau de sa production** depuis la découverte du gisement de Zohr. Elle est aussi moins dépendante des recettes pétro-gazières puisqu'exportatrice nette depuis moins longtemps que ses voisines.

FOCUS SUR L'ALGÉRIE

En quoi est-ce que la situation politique de l'Algérie présente un enjeu stratégique sur le plan énergétique ?

En Algérie, la légitimité du parti unique du FLN a longtemps été fondée sur l'instrumentalisation du souvenir de la guerre. Puis, à partir des années 2000, pour conserver le pouvoir, les militaires ont fondé leur légitimité sur la nécessité de contrer la montée en puissance des islamistes. C'est ce qui explique pourquoi l'Algérie a été relativement épargnée par les printemps arabes en 2011. Le pouvoir a également réussi à étouffer toute contestation populaire en fondant sa légitimité sur une généreuse politique de redistribution des ressources d'hydrocarbures, basée dans une très large mesure sur les recettes tirées des exportations pétro-gazières. L'Algérie possède toutes les caractéristiques d'un Etat rentier : les revenus pétroliers et gaziers représentent environ 90% des revenus d'exportation, près de la moitié du budget de l'Etat et entre le tiers et le quart du PIB selon les périodes.

En 2019 la stabilité quelque peu factice du pouvoir algérien a été bousculée par le mouvement de contestation populaire du Hirak qui visait à empêcher la réélection de

Bouteflika. Ce mouvement, qui a entraîné une intense répression, se traduit aujourd’hui par une défiance de la population envers le régime comme le montrent les chiffres records d’abstention aux dernières élections.

Cette situation politique interne a des répercussions sur le plan énergétique. La consommation intérieure en hydrocarbures ne cesse d’augmenter grâce au soutien des subventions publiques, qui visent à diminuer le prix de l’énergie pour acheter la paix sociale. Mais la production pétro-gazière de l’Algérie a eu tendance à stagner voire à reculer ces dernières années. Cette évolution réduit les capacités d’exportation d’hydrocarbures du pays et fragilise le modèle économique et social sur lequel est bâti le système politique algérien. Mais toute réforme du système de subvention des prix de l’énergie risque d’être véritablement explosive pour le pouvoir en place.

De plus, la situation politique interne, comme le contexte historique, expliquent la réticence du gouvernement algérien à autoriser l’implantation dans le pays de firmes étrangères (tradition souverainiste). Nombreux sont donc les obstacles législatifs et fiscaux qui freinent les investissements des entreprises étrangères, qui ne peuvent détenir plus de 49 % des co-entreprises qu’elles doivent créer avec la compagnie nationale, la Sonatrach, pour développer des projets d’exploration ou d’exploitation des ressources d’hydrocarbures sur le territoire algérien.

Comment pourraient évoluer les capacités de production de l’Algérie à l’horizon 2030 ? Le pays réussira-t-il à préserver ses capacités d’exportation ?

L’Algérie doit faire face à une hausse très rapide de sa consommation d’énergie primaire (+131 % entre 2000 et 2019) et surtout de sa consommation d’énergie finale (+189 % sur la même période). La croissance de la demande intérieure en gaz naturel est particulièrement importante puisque la quasi-totalité de la production algérienne d’électricité est assurée à partir de gaz (à hauteur de 99,6% en 2019). Cette situation a des conséquences sur les exportations nettes de gaz de l’Algérie qui sont en diminution puisque la stagnation de la production combinée à l’augmentation de la consommation intérieure laisse moins de volumes de gaz disponibles à l’export.

Il s’agit néanmoins d’apporter quelques **nuances** à ce constat. Certes, il est pratiquement sûr que la consommation énergétique nationale va continuer à augmenter mais il n’existe aucune certitude vis-à-vis de l’évolution de la production de l’Algérie. Par ailleurs, les principaux clients de l’Algérie, c’est-à-dire l’Italie et l’Espagne (qui sont à la fois de gros consommateurs et connectés au pays par des gazoducs), ont été très fortement touchés par la crise de la Covid-19 en 2020, ce qui s’est traduit par une baisse de leur demande en gaz naturel.

D'autre part, l'Algérie se distingue des autres producteurs son application d'un système de tarifications classique, avec des contrats de long terme et des prix indexés aux cours du pétrole, ce qui a pour conséquence de rendre le prix du gaz algérien peu compétitif par rapport à d'autres pays (qui recourent quant à eux des contrats *spots*), lorsque le prix du pétrole est élevé et le prix spot du gaz bas, comme ce fut le cas ces dernières années. Le principal défi de l'Algérie n'est peut-être pas tant le volume de ses réserves ou de sa production mais plutôt le fait que le marché du gaz naturel soit de plus en plus concurrentiel. Cette situation se traduit par une réduction des parts de marché de l'Algérie, face à l'apparition de nouveaux concurrents avec des prix spots attractifs.

Les dernières évolutions observées entre le 3^e trimestre 2020 et le 1^{er} trimestre 2021 semblent confirmer cette analyse. Les exportations gazières de l'Algérie ont atteint un niveau record par rapport aux dernières années. Cette situation montre bien que le pays dispose toujours d'importantes capacités d'exportation et qu'il a su réaliser les investissements nécessaires pour préserver son potentiel de fourniture de gaz à l'international. Mais les conditions de marché ne permettent pas toujours de rendre le gaz algérien compétitif, ce qui se traduit par une baisse ou une stagnation des volumes vendus à l'étranger.

FOCUS SUR LA LIBYE

Quelle est l'impact de la situation politique de la Libye sur le secteur énergétique du pays ?

La situation politique de la Libye a été marquée par une **illusion de stabilité** politique sous le régime de Kadhafi (1969-2011) bien qu'en réalité les institutions administratives étaient restées très faibles (un héritage de la période de la colonisation italienne). L'effondrement de l'Etat en 2011 au moment des printemps arabes et de la révolte populaire contre le pouvoir a entraîné le **début d'une guerre civile** en raison du clivage entre l'ouest du pays (région de la Tripolitaine) où siège le gouvernement reconnu par la communauté internationale (le GAN) et l'est du pays (la Cyrénaïque) contrôlé par l'Armée nationale libyenne (ANL) du maréchal Haftar.

La situation géopolitique interne est également marquée par le fait que **la quasi-totalité des réserves de pétrole libyennes se trouvent dans l'est du pays**. Le contrôle des terminaux d'exportation et des infrastructures pétrolières a constitué un élément stratégique pendant la guerre civile. À cela s'ajoute la présence sur le terrain de puissances étrangères qui soutiennent des forces politiques opposées, à l'image du soutien militaire de la Turquie au GAN, et du soutien de la Russie, des Émirats Arabes Unis et de l'Égypte à l'ANL).

Le potentiel de production pétrolière de la Libye a été amoindri par la guerre civile et les nombreuses atteintes aux infrastructures énergétiques. Avec le début du processus de paix, la National Oil Corporation (NOC) a l'ambition de relever progressivement la production pétrolière du pays, pour passer d'environ 1,4 millions de barils par jour en 2021 à 2 millions de barils par jour d'ici 2025.

La sortie du conflit en Libye permettrait-elle de relancer la production de pétrole du pays ?

La **sécurité** de la situation politique et militaire sur le terrain constitue la clé d'une relance de la production pétrolière en Libye. Les réserves ne sont pas un problème : la Libye détient environ 3 % des réserves mondiales de pétrole et le pays dispose d'un potentiel significatif en gaz naturel. Mais le pays ne sera pas en mesure de retrouver les niveaux de production de 2011 à court terme, même dans le cas où le conflit serait définitivement résolu en 2021. Les infrastructures pétrolières (de raffinage comme d'exportation) ont largement souffert de la guerre civile. Certaines ont été détruites ou très fortement endommagées, à l'image de l'usine de liquéfaction de gaz de Marsa El Brega, inactive depuis 2011, ou encore de la raffinerie de Ras Lanuf, à l'arrêt depuis 2013. De plus, la guerre a limité les investissements réalisés dans le secteur pétrolier en Libye pendant 10 ans. Cette situation a entamé le potentiel de production et d'exportation d'hydrocarbures du pays pour les années à venir.

Le retour à la stabilité et à la sécurité est une condition *sine qua none* du retour des investisseurs étrangers. Des compagnies européennes comme ENI et TotalEnergies auraient d'ores et déjà passé des accords avec le gouvernement libyen pour relancer leurs activités d'exploration et d'exploitation de certains gisements pétroliers.

Quels sont les enjeux liés à la présence de forces étrangères en Libye en matière de géopolitique de l'énergie ?

L'élément le plus marquant de la présence étrangère en Libye est sûrement la présence de mercenaires russes qui entravent le développement et la production pétrolière dans le pays.

D'un côté, la présence russe en Afrique du Nord ne se démarque finalement pas tellement des schémas de développement classique de multinationales. Ni l'Algérie, ni l'Égypte, ni la Libye ne présentent un caractère particulièrement stratégique les compagnies pétrolières russes. Néanmoins, la présence de mercenaires russes sur le territoire libyen permet au Kremlin de sécuriser ses intérêts économiques et énergétiques dans le pays. En effet, la gouvernance de la Libye est très décentralisée et les autorités ont sous-traité la sécurité des infrastructures pétrolières à des acteurs privés. Des sociétés privées

internationales s’allient parfois à des compagnies locales détenant la licence pour s’implanter sur le territoire. Au final, la sécurité des infrastructures est assurée par des mercenaires russes qui sont stationnés autour des principaux champs pétroliers du pays. Le gouvernement libyen soupçonne même la mise en place d’un réseau de trafic illicite de pétrole mené par ces mercenaires. Mais les mercenaires russes ne sont pas les seuls à être présents en Libye. Il y a aussi des mercenaires tchadiens, soudanais et syriens.

FOCUS SUR L’ÉGYPTE

En quoi la situation politique de l’Égypte représente-t-elle un enjeu stratégique sur le plan énergétique ?

Le cas de l’Égypte permet de mettre en lumière une fois de plus l’importance du cadre législatif dans le développement du secteur énergétique national. La réduction de l’attribution de licences d’exploration au début des années 2000, s’est traduite par une baisse de l’activité de production d’hydrocarbures du pays. Le pays est passé du statut d’exportateur net de pétrole et produits pétroliers à celui d’importateur net dans les années 2010. La découverte du gisement de Zohr en 2015 a permis de relancer la production gazière du pays, qui est redevenu autonome et exportateur en gaz. Mais ce statut pourrait être à nouveau compromis au-delà de 2023 si aucune nouvelle découverte n’est mise en production. Les besoins en énergie de l’Égypte continuent d’augmenter, tirées par la forte croissance de la démographie égyptienne, qui a dépassé la barre des 100 millions d’habitants en 2020. Entre 2000 et 2019, la consommation d’énergie primaire du pays a bondi de 137 %.

Quelle est la stratégie gazière de l’Égypte et comment s’intègre-t-elle dans le contexte régional de la Méditerranée orientale ?

La stratégie gazière de l’Égypte s’inscrit dans un contexte régional spécifique. Des gisements ont été découverts dans les eaux territoriales de Chypre et Israël. Mais ces deux pays ne disposent pas d’un marché intérieur suffisamment important pour exploiter ces ressources. Une grande partie de la production d’hydrocarbures devrait être exportée pour rentabiliser les coûts d’exploitation. Mais la construction d’infrastructures d’exportation est extrêmement coûteuse. Le champ d’Aphrodite, dans les eaux territoriales de Chypre, n’a ainsi toujours pas été mis en production.

C’est dans ce contexte qu’est née la stratégie des autorités égyptiennes de transformer leur pays en véritable hub gazier et d’exporter depuis l’Égypte la production israélienne et chypriote de gaz naturel à destination du bassin méditerranéen, l’Europe et, de plus en plus, vers l’Asie. Ce schéma a commencé à se mettre en place avec l’inversion du flux du gazoduc

reliant l'Égypte à Israël. D'autres discussions sont ainsi en cours pour construire d'éventuels gazoducs partant des champs gaziers chypriotes vers l'Égypte afin de transformer cette dernière en véritable plaque d'échanges de gaz naturel.

QUESTIONS/RÉPONSES

Quelle est la présence de la Russie dans ces trois pays d'Afrique du Nord ?

Au-delà de la présence des mercenaires russes autour des infrastructures pétrolières libyennes, on peut noter un accord entre l'entreprise d'Etat russe **Rosatom** et l'Égypte passé en 2015 et qui porte sur la construction de la **1^{ère} centrale nucléaire du pays à El Dabaa**. Cet accord relève d'une forme de **diplomatie énergétique et économique** et soulève de nombreuses questions d'ordre stratégique, ne serait-ce que parce que ce contrat lie l'Égypte à la Russie en matière d'approvisionnement en combustibles (l'approvisionnement doit être assuré par Rosatom pendant la durée de vie de la centrale).

La Russie est-elle la seule puissance étrangère à être présente dans le secteur énergétique de l'Afrique du Nord ?

Les autres acteurs dans le secteur énergétique de l'Afrique du Nord, en termes de puissances étrangères, sont notamment :

- La **Turquie** qui est très bien positionnée, en Libye notamment avec qui elle entretient une relation économique très dense (cf. contrat sur la ZEE).
- La **Chine** qui peut aujourd'hui bénéficier de la position de neutralité en Libye qu'elle a su conserver pendant la guerre civile, en gardant d'aussi bonnes relations à la fois avec le gouvernement de Tripoli et celui de Benghazi. D'autant plus que le cadre de la BRI est désormais le cadre institutionnel le plus adéquat pour permettre aux investissements chinois de s'orienter vers la Libye qui en a grandement besoin pour se reconstruire.
- Les autres pays asiatiques ne sont pas particulièrement présents en Afrique du Nord mais par contre on note une véritable réorientation des flux d'exportation énergétique vers l'Asie (et c'est particulièrement visible dans le cas de l'Égypte) qui ne se traduit pas encore pour le moment par une participation renforcée des entreprises asiatiques dans le secteur pétro-gazier de ces trois pays d'Afrique du Nord.
- L'**Italie** est également présente en Afrique du Nord à travers ENI qui est la principale firme étrangère implantée dans le secteur pétro-gazier de la région, surtout en Libye où l'entreprise italienne a été la **1^{ère} compagnie à rompre le monopole des grandes majors** au tout début de l'ère Kadhafi.

Où en est le développement des énergies renouvelables dans ces pays ?

Un fort soutien public est nécessaire pour soutenir les investissements dans le secteur des énergies renouvelables. Mais ce n'est pas encore le cas en Afrique du Nord.

En **Algérie**, il y a bien eu quelques débats internes au sein de Sonatrach pour **substituer la production d'électricité à base de gaz par des énergies renouvelables**. Mais il s'agit davantage d'une stratégie de substitution destinée à libérer des volumes d'exportation de gaz naturel à l'export que d'une volonté politique d'intégrer les enjeux environnementaux à la stratégie énergétique nationale.

En **Égypte**, des projets importants ont été lancés dans le secteur des d'énergies renouvelables, dont certains développés par des entreprises chinoises, avec une vraie **montée en puissance du solaire**.

Le développement des énergies renouvelables pourrait bénéficier du soutien des compagnies pétrolières européennes (TotalEnergies, Eni, Repsol) intègrent presque toutes une stratégie de décarbonation plus ou moins ambitieuse à leurs projets de développement à l'international. Dans ce cadre, ces compagnies annoncent vouloir **combinaison le développement de projets pétroliers au celui de projets d'énergies renouvelables**. Mais les capacités de production installées restent marginales pour le moment.

La transition énergétique représente un enjeu crucial pour ces trois pays d'Afrique du Nord. Si **l'Union européenne** respecte l'ambition affichée dans son *Green Deal* (neutralité carbone à l'horizon 2050 notamment), elle pourrait diminuer ses importations d'hydrocarbures et prendre en compte l'empreinte carbone de ses importations pétrolières et gazières. Or, les productions pétrolières et gazières de l'Algérie et de la Libye sont extrêmement **émettrices en dioxyde de carbone**, ce qui pourrait les pénaliser par rapport à d'autres pays producteurs.

Quel est le rôle et l'intérêt de la France dans cette région ?

La France n'est pas directement impliquée dans la région au-delà des entreprises françaises qui y développent leurs activités, en particulier TotalEnergies. Le groupe français est engagé directement en Libye. Il a également développé sa présence en Algérie, à travers des prises de participation et le rachat de compagnies étrangères. TotalEnergies a renforcé sa présence en Libye ces dernières années et semble parier sur la stabilisation du pays et la potentielle exploitation de ses réserves en pétrole et dans une moindre mesure en gaz. L'entreprise affiche en effet des objectifs de transition énergétique qui passent par la poursuite de l'exploitation d'hydrocarbures, considérée comme nécessaires au financement de la transition vers des énergies renouvelables. La visite du PDG de TotalEnergies, Patrick Pouyanné, en Algérie et Libye, en avril 2021, s'inscrit dans la démarche de développement de l'entreprise dans la région.



Observatoire
de la sécurité des flux
et des matières énergétiques

COMPTE-RENDU DU SÉMINAIRE DE RESTITUTION #8 – Juillet 2021

LES ENJEUX ÉNERGÉTIQUES EN AFRIQUE DU NORD : ALGÉRIE, LIBYE, ÉGYPTE

Par

Luca BACCARINI

Philippe COPINSCHI

Manfred HAFNER

Nour HEDJAZI

Pierre LABOUÉ

L'**Observatoire de la sécurité des flux et des matières énergétiques** est coordonné par l'Institut de relations internationales et stratégiques (**IRIS**), en consortium avec **Enerdata** et **Cassini**, dans le cadre d'un contrat avec la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (**DGRIS**) du ministère des Armées.

Au travers de rapports d'études trimestriels, de séminaires et de travaux cartographiques, l'objectif principal de cet observatoire consiste à analyser les stratégies énergétiques de trois acteurs déterminants : la **Chine**, les **États-Unis** et la **Russie**.

Le consortium vise également à :

- Proposer une vision géopolitique des enjeux énergétiques, en lien avec les enjeux de défense et de sécurité ;
- Croiser les approches : géopolitique, économique et sectorielle ;
- S'appuyer sur la complémentarité des outils : analyse qualitative, données économiques et énergétiques, cartographie interactive ;
- Réunir différents réseaux : académique, expertise, public, privé.

L'Observatoire est coordonné par Pierre Laboué, chercheur à l'IRIS, et rassemble une équipe d'une vingtaine de chercheurs et professionnels.

© DGRIS – Juillet 2021

